

Déclaration du Comité du bois de la CEE sur le marché des produits forestiers en 2010 et 2011

(adoptée le 14 octobre 2010), http://www.unece.org/press/pr2010/10tim_p13e.htm)

Rebond des produits forestiers dans la région de la CEE – Des produits bois innovants et de nouvelles opportunités de marché ouvrent la voie

Le Comité a examiné les faits nouveaux intervenus sur les marchés des produits forestiers tels que présentés dans la Revue annuelle des marchés des produits forestiers 2009-2010, ainsi que les présentations des experts et les rapports et prévisions de marché par pays.

I. Panorama des marchés des produits forestiers en 2010 et 2011

Dans la région de la CEE, le secteur forestier se rétablit de la plus grande baisse de la consommation de produits forestiers intervenue depuis le choc pétrolier des années 70, enregistrant dans l'ensemble une chute de 12% entre 2008 et 2009. Le Comité du bois projette un redressement sur les marchés des produits bois et papier en 2010 et 2011. Cette amélioration est la plus marquée en Europe et en Russie. En Amérique du Nord, l'effondrement du marché du logement aux États-Unis entamé en 2006, qui fut la principale cause du repli, pourrait avoir passé le creux de la vague en 2009. En Amérique du Nord, ce principal moteur des produits bois étant absent, tous les marchés des produits forestiers ont chuté en 2009, seule une légère hausse étant projetée en 2010. Pour que les marchés des produits forestiers se rétablissent complètement dans la région de la CEE, il faudra que les mises en chantier de logement aux États-Unis retrouvent un niveau plus durable. Les réductions des capacités dans la transformation signifient que, lorsque la demande a augmenté en 2010, les prix des bois ronds, sciages, panneaux et papier ont enregistré une hausse générale en 2010. Dans le secteur forestier, le chômage a augmenté pendant le ralentissement de l'activité économique. Le repli spectaculaire qu'a connu le marché des produits forestiers et la réorganisation des industries forestières qui en a découlé constituent l'une des causes du changement structurel qui s'est produit dans le secteur forestier. Une autre raison en est la montée en puissance de l'énergie bois: ce fut en 2009 la seule grande exception au repli des marchés, laquelle a été maintenue à flot par les politiques gouvernementales en matière de sources d'énergie renouvelables. Un troisième facteur tient à la mondialisation de la production et du commerce des produits forestiers. Enfin, le contrôle international des sources des bois en vue d'assurer leur légalité et leur pérennisation touche aussi bien les producteurs et les marchands que les utilisateurs et consommateurs de bois, ce qui stimule la demande en produits forestiers certifiés (PFC).

Politiques ayant une incidence sur les marchés des produits forestiers

Les mesures de relance économique que plusieurs pays

ont introduites, dont le soutien financier à l'exportation destiné aux petites et moyennes entreprises, semblent avoir eu peu d'effets tangibles sur le secteur des produits forestiers. Les États-Unis et le Canada ont mis en œuvre des initiatives destinées à stimuler les achats de logements. La Colombie britannique a lancé sa « Wood First Initiative » tandis que la France a mis en place son « Fonds stratégique bois ». L'appel à l'« éco-innovation » lancé en 2010 par la Commission européenne dans le cadre de son Programme Compétitivité et Innovation recense les produits de la construction et processus connexes qui permettent de réduire la consommation de ressources, l'intensité carbone et la production de sous-produits résiduels au titre du secteur prioritaire du financement. Il soutient également le développement de matériaux plus respectueux de l'environnement et des processus de fabrication innovants. Les politiques internationales en matière d'évolution du climat auront des incidences sur le secteur forestier. Lors de la CoP-14 à Copenhague, les pays se sont mis d'accord pour réduire les émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts (REDD+) et ont soutenu la mobilisation de ressources financières afin de faire avancer la REDD+. Il est nécessaire que les pays trouvent un accord sur la comptabilisation du carbone dans les produits bois prélevés. Le soutien à la construction verte augmente, comme en témoignent le financement public et l'approbation des projets et initiatives de construction verte dans l'UE et aux États-Unis. Faute de définitions ou normes faisant l'objet d'un accord commun, il est difficile de comparer la manière dont le bois est traité dans les politiques en matière de construction écologique dans la région: le mouvement en faveur de la construction verte bénéficierait de l'élaboration de normes communes. Le secteur forestier devrait utiliser l'évaluation du cycle de vie pour saisir l'opportunité qu'offre ce mouvement. Les efforts menés afin d'enrayer l'exploitation forestière illicite se poursuivent dans toute la région. Aux États-Unis, suite à la révision du projet de loi Lacey qui a débouché sur l'amendement de 2008, des preuves de la légalité des produits ligneux complexes sont désormais exigées. L'UE a continué de mettre au point son processus FLEGT, qui comprend notamment une législation destinée à lutter contre l'exploitation forestière illicite ainsi que des accords de partenariat volontaire. Au niveau de l'UE, le Conseil a ratifié le 11 octobre 2010 un texte de compromis sur la réglementation de diligence nécessaire (DDR). La DDR fixe des règles de base pour la légalité, mais ne cherche pas à abaisser les normes des dispositifs volontaires de pérennisation. Le texte de la réglementation prévoit que des informations vérifiables sur l'origine légale du bois et de ses produits

dérivés doivent être fournies. Dans ce contexte, il est logique que les dispositifs de certification contribuent à fournir une partie ou la totalité de ces informations. Les préparatifs préalables à l'application de cette réglementation ont démarré avec la phase de recueil de connaissances. La Commission présidentielle bilatérale Russie-États-Unis a pour objet de renforcer la collaboration en matière de gestion durable des forêts et de mettre fin à l'exploitation forestière illicite. La responsabilité sociale d'entreprise (RSE) est vraisemblablement amenée à prendre de l'importance dans le secteur forestier, sous l'effet de la norme ISO 26000 qui constitue désormais le projet final de norme internationale. Les cents premiers producteurs de pâte à papier, papier et emballages citent souvent la foresterie durable au nombre des activités de RSE susmentionnées, dans leurs rapports financiers et sur la pérennisation.

Produits et processus innovants

Le Comité du bois soutient l'innovation dans les produits papier et bois ainsi que dans leur fabrication comme moyen d'assurer une utilisation idéale des ressources ligneuses et la croissance du marché. La versatilité du bois qui lui permet de répondre aux besoins actuels et futurs de la société a été démontrée de manière convaincante par les travaux de recherche-développement mis en lumière par la *Society of Wood Science and Technology*, qui a conjointement tenu des Discussions sur le marché à Genève. La Plateforme technologique du secteur forestier en Europe, Russie comprise, favorise la valorisation, le renforcement de la recherche-développement et des innovations ainsi que leur soutien. Le *Platform's Innovation Report* constituera la base d'une campagne de promotion en 2011. Les matériaux renouvelables suscitent un intérêt grandissant. La production durable et la possibilité de recycler le bois lui permettent de concurrencer les produits de remplacement. Les solutions innovantes offrent au secteur des opportunités de rebondir dans le sillage du repli économique. L'innovation a besoin d'être au cœur de la vision et de la stratégie d'une firme épaulée par un leadership engagé. Face à la demande accrue en énergie bois, les sociétés se diversifient dans la production d'énergie. Les produits bois d'ingénierie permettent de construire avec efficacité des bâtiments à plusieurs étages, des maisons fabriquées en usine et de grandes portées. Au Québec, les fabricants de meubles font concurrence aux producteurs étrangers à bas coût en déployant de nouvelles technologies afin de rendre leur entreprise plus flexible et de se tourner vers le sur mesure de masse, plus profitable. Pour atteindre ce but, l'innovation dans l'activité commerciale et la stratégie de marketing doivent venir compléter l'innovation au niveau des produits et de la technologie.

Marchés des produits forestiers certifiés

Entre 2009 et 2010, la superficie de forêts certifiées sur le plan de leur gestion durable a augmenté de 8%, pour atteindre 355 millions d'hectares dans le monde,

la majeure partie de cette progression intervenant en Amérique du Nord et dans la Fédération de Russie. L'offre en bois issus de forêts certifiées a atteint 472 millions de m³ en 2009, ce qui représente plus de 26% de l'offre mondiale en bois ronds industriels. L'insuffisance de superficie de forêt certifiée qui perdure dans les régions tropicales demeure un sujet préoccupant. Alors que, suite au repli économique, on aurait pu s'attendre à un ralentissement de l'expansion croissante de la superficie de forêt certifiée, cela n'a pas été le cas dans les faits. Les activités commerciales ont pris conscience de l'avantage que présentaient les bois certifiés en termes de marketing, comme le montrent le nombre grandissant de certificats de chaîne de conservation (CoC). Il est toutefois nécessaire de mieux comprendre les besoins des secteurs industriels, qui sont les principaux utilisateurs des CoC. À l'avenir, on pense que la certification et le recours aux CoC vont continuer de s'étendre. Cela dit, cette progression va se heurter à des difficultés, si des mesures ne sont pas prises afin de rendre la certification plus attractive et moins onéreuse pour la myriade de petits acteurs non industriels et de propriétaires privés. Il existe de bons exemples de certification groupée qui ont résolu cette question - au RU et dans le Wisconsin aux États-Unis plus précisément -, mais nombreuses sont les régions où ce type de développement fait encore défaut. La législation appliquée par l'UE et les États-Unis afin d'assurer la légalité et la pérennisation des bois mis sur le marché contribuera à stimuler la certification.

II. Évolution de l'économie et de la construction

Alors que l'économie mondiale continue de chanceler suite au plus important repli jamais vu depuis la II^e Guerre mondiale, l'industrie forestière a souffert du plus fort recul, en glissement annuel, de la demande en produits forestiers depuis que la CEE-FAO a commencé à recueillir des données en 1964. Les fluctuations des taux de change n'ont fait qu'ajouter à ces remous. On projette une modeste croissance du PIB en 2011 dans la région de la CEE, ce qui laisse augurer d'une reprise de la demande. Toutefois, les derniers chiffres indiquent que la reprise économique sera faible et loin d'être uniforme dans la région. La chute spectaculaire des mises en chantier de logements neufs a été le premier facteur à avoir une incidence sur la demande. Les trois sous-régions ont toutes été touchées, l'effondrement le plus dramatique se produisant en Amérique du Nord: les États-Unis ont vu leurs mises en chantier de logements chuter d'environ 2,2 millions d'unités, leur pic atteint en 2005, à un bas de 0,5 million en 2009, tandis qu'on prévoit 0,6 million en 2010. Tous les secteurs de l'industrie en ont subi le contrecoup, la demande en régression entraînant une rationalisation des capacités ainsi que des fermetures d'usines. Pour aggraver la situation, les États-Unis souffrent des 19 millions de logements vacants: le taux d'inoccupation de 13,4% actuellement enregistré étant le plus élevé de l'histoire

américaine. S'y ajoute un stock supplémentaire de logements « fantômes », à savoir des logements éligibles à la saisie qui n'ont pas encore été repris et mis en vente. En revanche, l'économie canadienne s'est montrée plus résiliente et est aujourd'hui la plus robuste du groupe de pays du G8. Au Canada, on anticipait que les mises en chantier de logement renoueraient avec leur niveau de 2007 pour atteindre 200 000 unités en 2010. La situation en Europe est sombre, compte tenu des hauts niveaux de dette souveraine et des séries de mesure d'austérité que les pays ont entamées afin de réduire l'ampleur de leur dette. On ne sait pas précisément quelles seront les retombées de ces mesures et on s'inquiète de ce que leurs effets n'étouffent toute possibilité de reprise précoce. Dans la CEI, le logement a été moins touché par le repli. Les perspectives ne sont pas totalement pessimistes: certains signes montrent que des quantités significatives de bois vont être utilisées par la rénovation et la modernisation de l'habitat. La légitimation écologique du bois pourrait aussi offrir un avantage concurrentiel face aux autres matériaux de construction, à condition toutefois que l'industrie en assure la promotion soutenue et effective. Cela dit, sachant que la confiance des consommateurs et des entreprises demeure fragile dans l'ensemble de la région, la perspective de voir une reprise significative de la demande dans le futur immédiat est faible.

III. Évolution des marchés par secteur

Bois brut

L'Évaluation des ressources forestières 2010 révèle que la région de la CEE recèle 41% des forêts mondiales et que trois pays représentent à eux seuls 35% de ce chiffre: la Russie avec 20%, le Canada 8% et les États-Unis 7%. En termes de répartition de la forêt disponible pour alimenter l'offre en bois dans la région de la CEE, la situation est plus équilibrée, 42% du total se situant en Amérique du Nord, suivi de la CEI (40%) et de l'Europe (18%). Dans l'ensemble des trois sous-régions, le volume de bois prélevé a été systématiquement inférieur au rythme annuel de croissance en volume sur pied: 79% en Amérique du Nord, 64% en Europe, et 36% dans la CEI. En 2009, les prélèvements de bois industriels ont atteint le total estimatif de 880 millions de m³, le chiffre le plus bas depuis que l'ONU-CEE-FAO a commencé à recueillir des données en 1964. Le niveau de prélèvement de bois devrait augmenter d'environ 6% par an en Europe et dans la CEI en 2010 et 2011, lorsque les marchés vont commencer à rebondir. En revanche, sur cette même période, on anticipe un recul d'environ 1% aux États-Unis. La crise financière mondiale a réduit la demande, tous produits forestiers confondus. La consommation de bois brut a chuté en 2009 pour la deuxième année consécutive. Dans la région de la CEE, la récolte totale de bois en 2009 (bois ronds industriels et bois de feu compris) s'est élevée à 1,1 milliard de m³, une baisse de 300 millions de m³ par rapport à son niveau de 2007. Le recul le plus important a été enregistré aux États-

Unis et dans la CEI, où les prélèvements ont diminué de 14% comparé à 2008. La hausse substantielle de la demande en biomasse ligneuse pour produire de l'énergie, y compris des résidus forestiers, du bois urbain, des co-produits des scieries et des grumes de faible diamètre, qu'ont connu la Suède, l'Allemagne, et le Canada aura probablement tendance à se reproduire dans plusieurs autres pays. Si, en général, les scieries et fabriques de pâte à papier achètent leur bois presque 17% plus cher en 2010 qu'en 2008, il n'en demeure pas moins que les prix restent plus bas qu'avant le début de la crise financière. Le robuste marché de la pâte à papier, notamment en Chine, a poussé les coûts des fibres de bois à la hausse à travers le monde, avec une progression de plus de 11% au premier trimestre de 2010 comparé au premier trimestre de 2009, et qui n'a cessé d'augmenter par la suite. Les répercussions du relèvement des tarifs douaniers imposés sur les exportations de grumes russes sur les marchés mondiaux du bois rond ont été significatives malgré le report jusqu'en 2011, voire plus tard, de l'augmentation proposée, de 25% à 80%, qui avait été prévue pour 2010. Le volume des exportations de grumes russes a chuté de 30% suite aux effets combinés de la taxe d'exportation et du ralentissement de l'économie mondiale. Compte tenu de la récession qui perdure, il est difficile de savoir si la taxe d'exportation russe est en mesure de stimuler la croissance de l'investissement dans les produits bois au sein de la Fédération de Russie.

Production d'énergie à partir du bois

L'énergie de la biomasse peut contribuer à atténuer l'évolution du climat tout en améliorant la sécurité énergétique et en soutenant l'économie forestière locale. Une stratégie durable en matière d'énergie devrait reposer sur une politique mixte basée sur trois piliers, à savoir des mesures juridiques, des mesures financières et des activités de promotion. Au nombre des principaux moyens d'intervention en matière de chauffage à la biomasse figurent la stimulation du marché par les normes, l'adoption de mandats d'énergie renouvelable, des campagnes de sensibilisation, l'éducation et la formation, ainsi que le soutien aux fabricants de chauffage à la biomasse. Leur acceptation par le public est indispensable au succès des programmes relatifs à la biomasse. Il est en outre nécessaire de fixer des normes pour les carburants et leurs chaînes de fourniture, tout en déployant un matériel de brûlage à haute efficacité, moyennant de faibles émissions et un confort de l'utilisateur du même ordre que celui qu'offrent les dispositifs à gaz ou au fuel. Par exemple, les résultats obtenus en Autriche sont essentiellement à mettre au compte de la politique mixte comprenant des subventions à l'investissement associées à des mesures fiscales portant sur les carburants fossiles. L'Autriche est également devenue un grand exportateur de granulés. Sur une production totale de 700 000 tonnes métriques (t.m.) en 2009, 40% étaient destinés à l'export, essentiellement en Italie. Cette production peut toutefois être augmentée puisque le potentiel de capacité

de production est estimé à environ 1,2 million de t.m. en 2010. En 2009, les mesures de politique énergétique ont permis à la biomasse de supplanter le pétrole pour devenir la première source de production d'énergie en Suède, avec aujourd'hui 33% de la consommation totale d'énergie. Dans le Royaume-Uni, l'incitation à produire de l'électricité à partir de la biomasse reflète les inquiétudes concernant la potentielle pénurie de capacité de production d'électricité, suite au démantèlement des centrales nucléaires et à charbon, et des systèmes de tarifs de rachat qui sont disponibles pour les énergies renouvelables. En outre, les compagnies d'électricité ont à cœur de mettre en avant leur légitimité écologique à l'égard des consommateurs en brûlant conjointement de la biomasse dans leurs usines en place et en construisant des centrales fonctionnant uniquement à la biomasse. Ailleurs dans la région de la CEE, les niveaux d'utilisation de l'énergie bois et de production de granulés sont également en hausse. Dans la Fédération de Russie, les autorités fédérales et régionales mettent en œuvre des politiques en matière d'efficacité énergétique et d'offre en énergie renouvelable. Les États-Unis sont devenus le premier producteur mondial de granulés bois avec 4 millions de t.m. grâce à la construction de plusieurs des plus grandes usines de granulés au monde. De son côté, l'industrie canadienne des granulés bois tournée vers l'export évolue, suite à l'utilisation accrue de matières premières non traditionnelles et à une demande intérieure en hausse. Toutefois, on s'inquiète de ce que les incitations en faveur de la biomasse dans l'ensemble de la région CEE ne finissent par fausser le marché, dans la mesure où elles favorisent actuellement le bois pour fabriquer de l'énergie, au détriment de son usage en tant que matière première à but industriel.

Marchés du carbone

En 2009, le marché mondial du carbone a atteint 8,7 milliards de t.m. en équivalent CO₂, soit 80% de plus qu'en 2008. La crise économique a érodé les prix du carbone à un point tel que leur valeur marchande n'a augmenté que de 6%, pour atteindre 144 milliards de \$EU en 2009. Le Système d'échanges de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (ETS) de l'UE est le seul dispositif de plafonnement et d'échange sur le marché de la conformité. Le commerce des quotas d'émission de l'Union européenne (EUA) a plus que doublé en 2009, pour atteindre 6,3 milliards de t.m. en équivalent CO₂. Dans le cadre du Mécanisme de développement propre (MDP) ont été approuvés dix-sept projets de boisement/reboisement, qui n'ont toutefois pas encore donné lieu à des crédits carbone sur le marché. Bien qu'en augmentation, les marchés du carbone forestier demeurent petits et restent pour la plupart confinés au marché volontaire du carbone (VCM). Les grands compensateurs carbone que sont les entreprises préfèrent les projets liés au carbone forestier pour leur gamme élargie d'activités, les crédits certifiés contre des normes reconnues et les avantages de pouvoir en rendre compte au titre de la

RSE. Les marchés du carbone ont été en grande partie créés dans le cadre de processus politiques. Les COP-16 et COP-17 de la CCNUCC sont cruciaux pour inclure de manière élargie le carbone forestier dans la solution à l'atténuation des changements climatiques. La REDD+ offre le potentiel de devenir la plateforme déterminante du carbone forestier. Élargir le champ du MDP, du carbone dans les produits ligneux prélevés et des nouvelles règles régissant le comptage du carbone à la gestion des forêts figure parmi les plus importantes innovations que les négociateurs du climat et le secteur forestier devront examiner.

Sciages résineux

En 2009, les marchés des sciages résineux ont traversé une année difficile dans l'ensemble des sous-régions de la région CEE. Globalement, la région de la CEE a connu un repli de sa consommation de 13,8%, à 155,3 millions de m³. Cette situation va se renverser suite à la reprise anticipée de 7,5% en 2010 et de 2,2% projetés en 2011, avec 170,7 millions de m³. En Europe, la production devrait atteindre 98,2 millions de m³ en 2010 (en hausse de 7,9%) et 100,3 millions de m³ en 2011. La consommation atteindra 91,2 millions de m³ en 2010 (en hausse de 9,8%) et 93,2 millions de m³ en 2011. Sur les marchés d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les exportations sont en augmentation constante. En revanche, les exportations en direction des États-Unis sont retombées à leur niveau de 1999. Le marché croissant de la bioénergie a été un facteur de stabilisation pour nombre de scieries européennes, qui les a aidées à surmonter la période la plus difficile. En Amérique du Nord, l'industrie des sciages résineux a connu un recul spectaculaire jusqu'en 2009, à savoir que la production a diminué de 45% par rapport au pic enregistré en 2005 y compris, entre 2008 et 2009, une chute de 20%. Les taux d'utilisation des capacités ont atteint des records de baisse en 2009, avec 50%. Il semble que l'année 2010 va connaître un robuste rebond au Canada, sachant que la production et la consommation vont y croître de 16% et 14% respectivement. Aux États-Unis, où l'incertitude plane sur le marché des résineux, la production a chuté de 3,5% en 2010, tandis que la croissance est restée nulle en 2011. Il semble que le Canada soit provisoirement sur le point de dépasser les États-Unis en termes de production de sciages résineux. On projette que le Canada va produire 40,7 millions de m³ et les États-Unis 39,1 millions de m³. Les scieries canadiennes vont bénéficier des coupes extensives de récupération dans les forêts infestées par le dendroctone du pin argenté et de la hausse des exportations vers la Chine. En Russie, on projette que la production va augmenter au rythme de 5,5% par an en 2010 et 2011, mais les volumes officiels sous-estiment radicalement la production des petits producteurs.

Sciages feuillus

Après sa longue chute, on projette que la consommation de sciages feuillus va s'améliorer dans la région de la

CEE. La demande est la plus importante en Amérique du Nord qui, après un nouveau recul en 2009, est projetée augmenter en 2011 de 3,7% pour atteindre, 16,4 millions de m³. En Europe, après une légère évolution en 2009, on projette que la consommation et la production vont progresser de 3,2%, à 13,5 et 13,1 millions de m³ chacune. L'atonie de la demande en Amérique du Nord signifie que les producteurs explorent des marchés étrangers, par exemple en Chine, et on prévoit une nette augmentation des exportations en 2011, de 12,1% à 2,4 millions de m³. Les reculs enregistrés sur les marchés américains des feuillus aux États-Unis s'expliquent en partie par leur remplacement par des produits moins chers, la fabrication à l'étranger et une moindre sensibilisation des propriétaires forestières. La demande réduite en produits feuillus s'est traduite par une grave sous-utilisation de la ressource forestière, qui a doublé au cours des 50 dernières années. En Europe et en Amérique du Nord, les systèmes de notation des bâtiments écologiques encouragés par les politiques liées à l'évolution du climat continuent de stimuler le marché des feuillus susceptibles de fournir la preuve de leur origine légale et durable.

Panneaux

Concernant la majeure partie des produits de panneaux, on anticipe une hausse de la demande et de la production dans la région en 2011, la consommation étant projetée augmenter de 3% en Amérique du Nord, de 9% en Europe et enregistrer une amélioration sensible en Russie également. Cette situation contraste avec les chutes qu'ont connues l'ensemble des trois sous-régions en 2009, lorsque la consommation en Amérique du Nord a reculé de 17,9%, poursuivant son recul entamé avec l'effondrement du logement. L'Europe s'est mieux comportée, enregistrant un recul de seulement 3,2%, contre 19,2% dans la CEI. Aux États-Unis, le recul de la demande a entraîné la fermeture ou la mise sous cocon des usines. L'utilisation de la capacité de fabrication était de 53% pour les OSB et de 66% pour les contreplaqués: les niveaux les plus bas enregistrés depuis 25 ans. Les subventions du gouvernement fédéral offertes dans le cadre du Programme d'assistance à la culture de la biomasse, qui a permis aux producteurs de biocarburants de payer des prix élevés pour les coproduits de la scierie, ont rendu presque insoutenable une situation déjà difficile. Récemment, le gouvernement a promis de retirer les subventions aux coproduits des scieries. L'Europe a été touchée par la réduction de l'offre en bois, laquelle résulte en partie d'une moindre production de sciages et par conséquent de coproduits qui constituent une source clé de fibres dans le secteur des panneaux, mais aussi de la concurrence croissante du secteur de l'énergie bois qui émerge. Les exportations russes de contreplaqués ont augmenté en 2009, malgré l'atonie de l'activité de la construction en Europe. La demande

intérieure en MDF et panneaux de particules a chuté en raison de l'effondrement de la production de meubles, qui a toutefois été en partie compensé par des exportations accrues. Les prix haussiers des matières premières sont une réelle source d'inquiétudes pour les fabricants, mais d'autres facteurs que les subventions à la bioénergie sont en jeu. En Europe tout du moins, les dégâts causés par les tempêtes ont entraîné des prix plus bas ces dernières années. Les prix sont progressivement revenus à leur niveau d'avant la tempête, alors que l'impact sur le marché de l'offre en bois excédentaire s'est atténué. La reprise de la demande en panneaux dérivés du bois s'est accompagnée de modestes hausses des prix des panneaux, ce qui a apporté un certain soulagement aux fabricants.

Papier et pâte de bois

La Chine a supplanté les États-Unis pour devenir le premier producteur et consommateur de papier et de carton au monde avec 95 millions de t.m. Cela montre que la croissance du secteur s'est déplacée vers l'Asie, alors que la production plafonne et diminue en Europe et en Amérique du Nord. Dans la région de la CEE, la consommation de papier et de carton est projetée augmenter à 175 millions de t.m. en 2010 (en hausse de 2,2% par rapport à 2009). On projette que le taux de croissance en 2011 va s'atténuer à 0,9%. La consommation de pâte de bois augmentera de 3,5% en 2010 et de 2,6% en 2011 pour atteindre 110 millions de t.m. Les fluctuations du taux de change jouent un rôle majeur dans les échanges et la compétitivité d'une région à l'autre. Malgré la réorganisation de son industrie, la Finlande a augmenté sa production suite à une meilleure efficacité de sa production dans les scieries restées en place. En Europe, la consommation de papier et de carton devrait connaître une reprise de 4,9% en 2010, à 91 millions de t.m., qui sera suivie d'un retour à une croissance plus lente en 2011 (+1,2%). En Europe, la consommation de pâte de bois devrait bondir de 10% en 2010 à 45,5 millions de t.m., avant de revenir progressivement à 1,4% de croissance en 2011. En Amérique du Nord, on projette que la consommation de papier et de carton va continuer de chuter de 0,8%, à 75,8 millions de t.m. en 2010, pour demeurer à ce niveau en 2011. En Russie on projette que la croissance de la consommation de papier et carton va progresser de 2,8% en 2010, puis de 5,6 % en 2011. Cette hausse va augmenter la consommation à 6,2 millions de t.m. en 2011. En Russie, dans sa la production de pâte de bois va croître de 5% en 2010, pour atteindre 5,3 millions de t.m. La Russie souffre d'un déficit commercial en papier et carton (2 milliards de \$EU) parce qu'elle exporte principalement des classes de qualité inférieure alors qu'elle importe du papier d'impression de haute qualité ainsi que des papiers de classe emballage ou mouchoirs en papier. La modernisation des scieries existantes en Russie offre de vastes opportunités d'investissement.